

---

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt**

### **République d'Indonésie**

## **Projet sectoriel de développement de l'horticulture dans les zones arides**

Numéro du projet: 2000003855

---

Cote du document: EB 2023/139/R.2

Point de l'ordre du jour: 3 a) i) a) i)

Date: 24 août 2023

Distribution: Publique

Original: Anglais

#### **POUR: APPROBATION**

**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 72.

---

---

#### **Questions techniques:**

**Reehana Raza**

Directrice régionale

Division Asie et Pacifique

courriel: r.raza@ifad.org

**Hani A. Elsadani Salem**

Directeur de pays

Division Asie et Pacifique

courriel: h.elsadani@ifad.org

---

## Table des matières

<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iii</b>
<b>I. Contexte</b>	<b>1</b>
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements à retenir	3
<b>II. Description du projet</b>	<b>3</b>
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	6
E. Coût, avantages et financement	6
<b>III. Gestion des risques</b>	<b>10</b>
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	11
D. Soutenabilité de la dette	11
<b>IV. Exécution</b>	<b>11</b>
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	12
C. Plans d'exécution	12
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>13</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>13</b>
<b>Appendices</b>	
I. Negotiated financing agreement	
II. Logical framework	
III. Integrated project risk matrix	

---

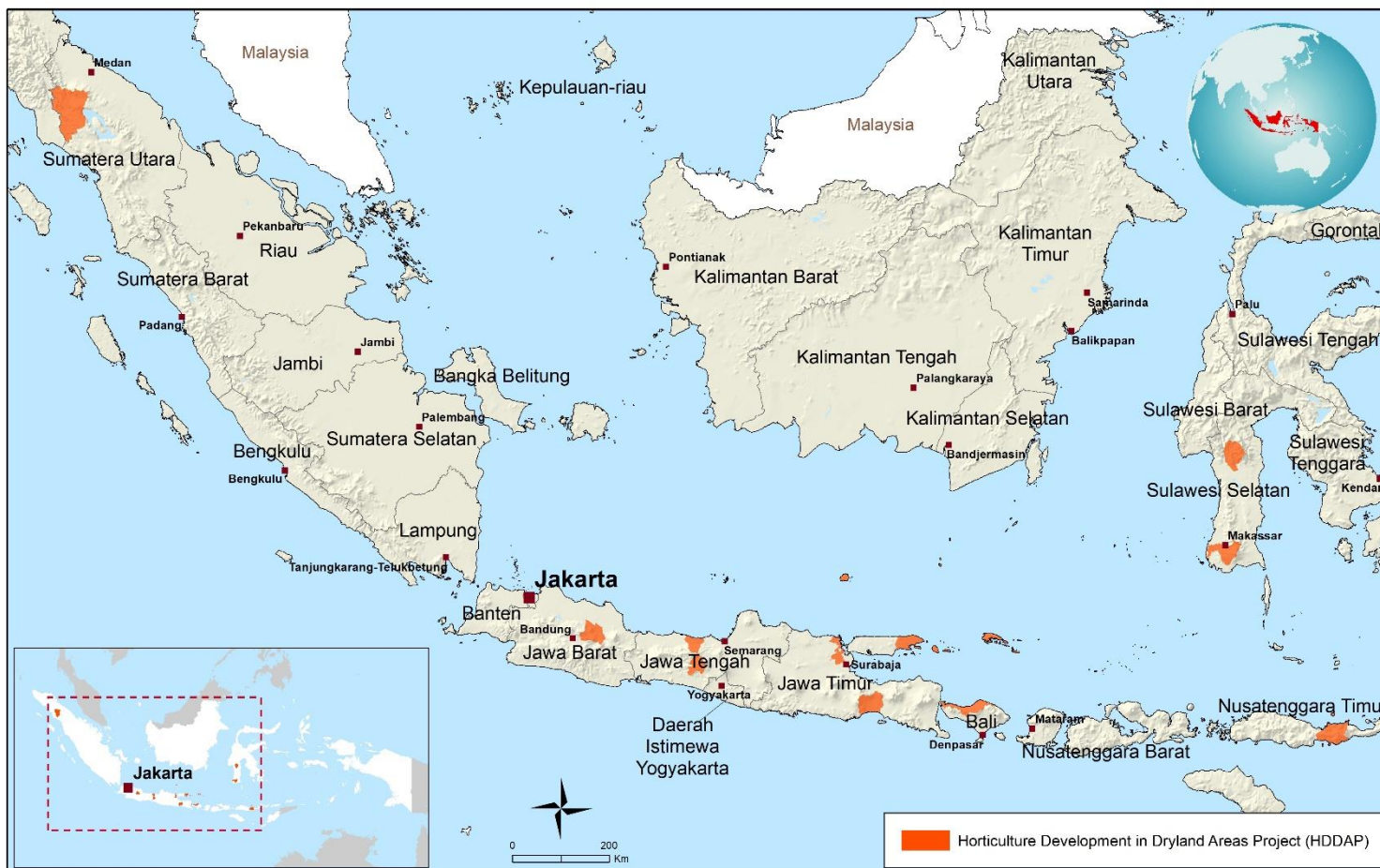
### Équipe d'exécution du projet

---

Directrice régionale:	Reehana Raza
Directeur de pays/chargé de programme de pays:	Hani A. Elsadani Salem
Responsable technique:	Lorna Grace
Responsable des finances:	Mark Biriukov
Spécialiste climat et environnement:	Ilyasse Elbaroudi
Spécialiste jeunes:	Rahul Antao
Juriste:	Ebrima Ceesay

---

## Carte de la zone du projet



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.

Carte établie par le FIDA | 20/03/2023

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	Banque asiatique de développement
<b>Emprunteur:</b>	République d'Indonésie
<b>Organisme d'exécution:</b>	Direction générale de l'horticulture, Ministère de l'agriculture
<b>Coût total du projet:</b>	129,04 millions d'EUR
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	36,93 millions d'EUR
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Ordinaires: 12,5 ans, y compris un différé d'amortissement de 7 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant la marge variable
<b>Cofinanceur:</b>	Banque asiatique de développement
<b>Montant du cofinancement:</b>	78,49 millions d'EUR
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Prêt
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	13,62 millions d'EUR
<b>Montant du financement climatique apporté par le FIDA:</b>	12,67 millions d'EUR
<b>Institution coopérante:</b>	Banque asiatique de développement

## I. Contexte

### A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

#### Contexte national

1. L'Indonésie est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure à croissance rapide. Sa population est la quatrième plus importante au monde; elle s'élève à 271 millions de personnes réparties sur un vaste archipel composé de 17 508 îles. Elle abrite plus de 300 groupes ethniques.
2. L'économie du pays se relève bien de l'impact de la COVID-19 et a connu en 2022 une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 5,3%, qui devrait passer à 6,0% en 2023. Son revenu national brut par habitant de 4 783 USD signifie que l'Indonésie est en passe d'obtenir le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.
3. Plus de 27,5 millions d'Indonésiens vivent en deçà du seuil de pauvreté. La pandémie de COVID-19 a fait tomber dans la pauvreté 1,1 million de personnes, principalement dans les zones rurales. Par ailleurs, 57 millions de personnes restent vulnérables.
4. Des disparités régionales existent, et les taux de pauvreté les plus élevés se situent dans la partie orientale de l'Indonésie. L'île de Java est la plus densément peuplée et accueille le plus grand nombre de personnes pauvres. La pauvreté est plus marquée dans les zones rurales et les ménages agricoles sont 3,5 fois plus susceptibles de tomber dans la pauvreté que les autres. L'inégalité est la principale menace au développement permanent de l'Indonésie.
5. En 2021, le secteur agricole représentait 13,28% du PIB national. L'Indonésie est l'un des principaux producteurs d'huile de palme et un important producteur mondial de cacao, de café, de coprah et de caoutchouc. En 2020, le secteur agricole indonésien employait environ 38 millions de personnes, soit 29% de la main-d'œuvre. La plupart des agriculteurs sont des petits exploitants qui cultivent moins d'un hectare.
6. Selon des données, l'horticulture présente un très fort potentiel d'amélioration du bien-être chez les exploitants agricoles. En 2020, le sous-secteur horticole employait environ 3,8 millions de personnes, 17,4% de plus qu'en 2019. La demande nationale de produits horticoles a augmenté: les ventes commerciales sont passées de 11,37 milliards d'USD en 2014 à 15,48 milliards d'USD en 2018. La demande a cependant dépassé l'offre, ce qui a fait augmenter les importations. En 2020, des fruits et des légumes ont été importés, d'une valeur de 1,27 milliard d'USD et de 845 millions d'USD respectivement.

#### Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

7. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le Projet sectoriel de développement de l'horticulture dans les zones arides (HDDAP) a été validé comme:
  - incluant un financement climatique.
8. **Environnement et climat.** Des études récentes indiquent que d'ici à 2050, la température d'une vaste partie de l'Indonésie devrait augmenter d'environ 1,5 °C et que les précipitations devraient légèrement s'intensifier dans la plupart des régions de l'archipel, mais pas dans leur ensemble. Si les précipitations venaient à baisser, les prévisions ne sont pas catastrophiques – fort probablement moins de 5%.

9. Le financement de 129,04 millions d'EUR accordé par le FIDA et par la Banque asiatique de développement (BAsD) est destiné à l'adaptation aux changements climatiques à hauteur de 39,60 millions d'EUR. Ces fonds serviront à financer: i) des interventions en faveur de l'agriculture climato-compatible; ii) des infrastructures, notamment des systèmes d'irrigation, des systèmes de collecte et de stockage de l'eau, qui prendront en considération les évolutions climatiques prévues; iii) le renforcement des capacités des exploitants agricoles, des agents de vulgarisation et des parties prenantes dans le domaine des pratiques horticoles favorisant la résilience climatique.
10. **Questions relatives à l'égalité femmes-hommes et aux jeunes.** Le projet cible principalement le sous-groupe des femmes et des jeunes; des barrières économiques et sociales pourraient entraver leur participation. Ceux-ci contrôlent moins les terres, le capital, la vulgarisation et les formations agricoles ainsi que les technologies de l'information. Selon les estimations, en 2018, les femmes détenaient 24,04% des terres agricoles, contre 75,96% pour les hommes. Dans le pays, à peine 23% des 14,2 millions de personnes âgées de 15 à 24 ans travaillaient dans les secteurs agricole, forestier et de la pêche en 2019.
11. L'agriculture doit donner la possibilité aux femmes de participer au développement d'entreprises agricoles à forte valeur ajoutée. De fait, le projet s'engage à atteindre les cibles en matière d'égalité femmes-hommes et d'inclusion sociale que le Gouvernement indonésien, la BAsD et le FIDA ont fixées. Les femmes tiennent une place importante dans la production et la transformation horticoles, et bénéficieront donc davantage de l'appui à l'horticulture qu'à celui apporté aux activités de culture de base.
12. La classification en matière de genre de la BAsD pour le projet est « intégration effective des questions de genre », ce qui signifie qu'au moins 50% des produits intègrent des cibles en matière d'égalité femmes-hommes. Les principales stratégies utilisées pour garantir la participation des jeunes sont l'intégration dans les filières, l'autonomisation économique et la création de possibilités d'emplois dans les filières horticoles sélectionnées, en particulier dans les activités après récolte.
13. **Enjeux nutritionnels.** Le projet encouragera la diversification des cultures en développant l'horticulture; il améliorera les compétences des ménages ruraux en leur enseignant comment mieux utiliser au quotidien des produits horticoles diversifiés dans leur alimentation.

#### **Justification de l'intervention du FIDA**

14. En novembre 2020, la BAsD a approuvé la note conceptuelle relative au Projet de développement de l'agriculture dans les zones arides. Par la suite, la BAsD, le Ministère de la planification du développement national et le Ministère de l'agriculture sont convenus de réorienter le projet vers un projet plus intégré de la filière horticole. Le FIDA a été invité à cofinancer le projet pour tirer parti de son savoir-faire dans ce secteur.
15. En utilisant une approche par filière, le projet est conçu pour soutenir les horticulteurs des zones arides indonésiennes qui ne sont pas en mesure de mettre à profit les conditions agroécologiques favorables et la demande du marché, porteuses de croissance.
16. À cet égard, le projet contribue aux objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques pour le pays (2023-2027) approuvé en décembre 2022.
17. Le cofinancement permet d'exploiter le savoir-faire de la BAsD dans les infrastructures d'irrigation et celui du FIDA dans le ciblage, l'appui aux organisations de producteurs et d'agriculteurs, le renforcement des chaînes d'approvisionnement et l'accès au financement.

## B. Enseignements à retenir

18. Des accords de cofinancement parallèle passés avec différentes agences d'exécution risquent d'aboutir de facto à des projets multiples portant le même nom. Le projet sera donc cofinancé selon le principe *pari passu* et auprès d'un seul organisme d'exécution.
19. La participation du FIDA à la supervision et au suivi du projet est essentielle à l'intégration effective de ses priorités.
20. Les projets relatifs aux filières devraient à la fois se concentrer sur la demande (acheteurs) et sur l'offre (exploitants agricoles), et faire en sorte que les marges bénéficiaires des exploitants agricoles soient suffisantes.
21. Il faut tenir compte des économies d'échelle, des capacités techniques et financières ainsi que des besoins des exploitants pour arriver à ce qu'ils puissent adopter de nouvelles technologies et pratiques.
22. Les stages pratiques ont fait leurs preuves dans la formation des exploitants agricoles aux innovations, et leur ont fourni des informations fondées sur des données factuelles; toutefois, il faudrait aussi une dimension commerciale.
23. Les quotas ne peuvent à eux seuls garantir la participation constructive des femmes. Des formations en leadership et des mesures complémentaires sont nécessaires.

## II. Description du projet

### A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

24. Le projet a pour objectif d'améliorer la disponibilité, l'accessibilité et la qualité des aliments nutritifs. L'objectif de développement est d'augmenter la résilience climatique et la rentabilité des cultures sèches.
25. Le projet sera exécuté dans 13 districts de sept provinces<sup>1</sup>, et vise à installer des infrastructures d'irrigation sur au moins 10 000 hectares de zones arides. Les districts et les villages ciblés ont été sélectionnés en fonction de leur potentiel de production horticole, de la présence d'acteurs du secteur privé et de paramètres socioéconomiques. Le choix du groupe cible est conforme à la Politique relative au ciblage et aux objectifs transversaux du FIDA.
26. Les bénéficiaires principaux du projet seront 25 000 ménages ruraux; ils recevront un appui en matière d'infrastructures et de renforcement des capacités<sup>2</sup>. Le projet comprendra des dispositions spéciales qui prévoient des activités ciblant les femmes et les jeunes. Les exploitants agricoles pauvres bénéficieront du projet qui i) exploitera les zones arides sous-utilisées pour la production horticole; ii) les accompagnera pour qu'ils accèdent à des filières et à des marchés plus haut de gamme. Le projet aidera les exploitants agricoles à créer des groupes d'action collective qui défendent les intérêts des membres. Un partenariat avec les acteurs du secteur privé garantira une transmission efficace de l'expérience technique et commerciale. De plus, en améliorant les compétences, le projet contribuera à moderniser les services de la filière dans les microentreprises et petites et moyennes entreprises. Une attention particulière sera accordée aux besoins des groupes vulnérables (notamment les personnes en deçà du seuil de pauvreté, les personnes sans terre, les personnes âgées, les femmes et les peuples autochtones)<sup>3</sup>. Les groupes cibles secondaires comprennent les microentreprises et

<sup>1</sup> Provinces de Sumatra-Nord (districts de Pakpak Barat, Karo et Dairi), Java-Ouest (district de Sumedang), Java-Centre (districts de Batang et Wonosobo), Java-Est (districts de Lumajang, Sumenep et Gresik), Bali (district de Buleleng), Sonde-Est (district d'Ende), Sulawesi-Sud (districts d'Enrekang et Gowa).

<sup>2</sup> Les bénéficiaires devraient être beaucoup plus nombreux que le groupe ciblé, du fait, d'une part, des contributions du secteur privé et, d'autre part, de l'augmentation des revenus tirés des exploitations et de l'emploi créé, ce qui devrait contribuer à l'autosuffisance des personnes intéressées.

<sup>3</sup> Le seuil de pauvreté en 2022 était fixé à 505 469 00 rupiah par habitant et par mois.

petites et moyennes entreprises, les entreprises agricoles, les sociétés de services et les associations professionnelles. Ces groupes ne sont pas forcément pauvres, mais ils peuvent offrir des débouchés commerciaux aux petits exploitants et aux populations pauvres, et ils sont le ressort de la filière.

## **B. Composantes, résultats et activités**

27. Le projet comprendra les quatre composantes suivantes (ou « produits » selon la nomenclature de la BASD): i) amélioration des infrastructures et des services relatifs aux intrants, à la terre, à l'eau et à la connectivité; ii) extension des pratiques agricoles adaptables en fonction du climat; iii) renforcement des systèmes de la filière dans les villages horticoles; iv) renforcement des capacités institutionnelles de développement de l'horticulture.

### **Composante 1: Amélioration des infrastructures et des services relatifs aux intrants, à la terre, à l'eau et à la connectivité**

28. Cette composante vise à améliorer les facteurs de production horticole et à s'adapter à la demande du marché. Les mesures suivantes accroîtront la disponibilité de matériel végétal de haute qualité destiné à l'horticulture: i) investir dans l'équipement et le renforcement des capacités des installations gouvernementales qui participent à l'assurance qualité et à la production des semences; ii) accompagner les exploitants agricoles dans la création d'installations privées de production de semences; iii) former à la production de semences. La composante introduira également les technologies numériques, ce qui permettra d'enregistrer et de tracer la production des semences.
29. Dans le cadre du projet, les installations et les équipements publics de protection de l'horticulture et de lutte contre les ravageurs seront modernisés, et du personnel sera formé à l'élaboration de solutions en matière de lutte intégrée contre les ravageurs et de services de suivi. Ceci renforcera la résilience des cultures horticoles aux ravageurs et aux maladies.
30. Enfin, le projet multipliera le potentiel productif des exploitations en développant des infrastructures d'irrigation qui favorisent la résilience climatique et améliorent la fertilité des sols grâce à des mesures de conservation, et en investissant dans le « dernier kilomètre » des routes reliant les exploitations aux marchés. Le projet permettra le renforcement des capacités des organisations paysannes qui pourront ainsi maintenir les systèmes d'irrigation et surveiller la fertilité des sols.

### **Composante 2: Extension des pratiques agricoles adaptables en fonction du climat**

31. Cette composante renforcera les capacités des villages horticoles dans le domaine de la production de cultures à valeur élevée. Un village horticole est créé en rassemblant plusieurs petits horticulteurs dont les parcelles sont contiguës, de sorte à consolider celles-ci en une parcelle unique couvrant de 5 à 10 hectares, profitant ainsi de plus grandes économies d'échelle. Les groupes d'exploitants qui cultivent les parcelles individuelles deviennent de fait une organisation paysanne, dénommée village horticole. Au fil du temps, le village horticole peut intégrer plus d'une organisation paysanne, et s'étendre au-delà du village.
32. Cette composante appuiera le développement de villages horticoles et l'élaboration de plans de développement des villages horticoles. Ces plans faciliteront aussi l'accès au crédit pour les exploitants ainsi que les partenariats possibles avec le secteur privé. Le projet mettra en place et financera un fonds renouvelable destiné à aider les exploitants dans l'achat d'intrants et d'équipement agricole, comme de l'équipement d'irrigation au goutte-à-goutte. Ce produit renforcera les capacités des exploitants, notamment des jeunes et des femmes, qui adopteront des pratiques agricoles écologiquement viables et adaptatives aux changements climatiques, intégreront la lutte contre les ravageurs et les maladies et appliqueront des techniques de gestion de l'eau sur les exploitations pour cultiver leurs produits.



Le projet favorisera l'établissement de liens avec des prestataires d'applications numériques, de manière à assister les exploitants à détecter et à traiter les ravageurs, les maladies et les phytopathologies.

### **Composante 3: Renforcement des systèmes de la filière dans les villages horticoles**

33. Cette composante sera axée sur les processus en aval et sur l'accès au marché et à la filière; elle renforcera les microentreprises et petites et moyennes entreprises, y compris celles dirigées par des femmes et des organisations paysannes, pour pratiquer une agriculture tournée vers les entreprises et établir des partenariats avec le secteur privé.
34. Elle prévoit ce qui suit: i) appuyer la création et le renforcement de microentreprises et petites et moyennes entreprises, y compris l'éducation financière et la formation à la gestion des entreprises; ii) investir dans des installations après récolte au niveau des villages, afin de permettre aux groupes d'agriculteurs de rassembler leurs produits et d'accroître leur valeur ajoutée<sup>4</sup>; iii) renforcer les capacités des agriculteurs en matière de sécurité alimentaire, de gestion des déchets, de commercialisation et de certification des bonnes pratiques agricoles; iv) faciliter l'élaboration de plans d'activités et la conclusion d'accords de collaboration avec le secteur privé, notamment les entreprises de commerce en ligne et de technologie financière.
35. Au cours de l'élaboration du plan de développement des villages horticoles, le projet prévoit d'identifier les possibles institutions financières partenaires qui appuieront l'accès au financement. Les formateurs et formatrices en éducation financière et en développement des entreprises, qui seront mobilisés sur le terrain, seront chargés d'entrer en contact avec les institutions financières locales et de leur « vendre » le plan de développement des villages horticoles pour obtenir un financement.
36. De plus, dans les districts, le projet appuiera la modernisation de certains centres logistiques et de distribution de quartier pour en faire des pôles agricoles intégrés, notamment grâce à des équipements. Le projet facilitera l'enregistrement des villages horticoles, et aidera à tracer, à certifier et à commercialiser les produits horticoles sur des plateformes numériques. Ses équipes assisteront le Ministère de l'agriculture dans l'élaboration de règlements en faveur de l'agriculture numérique.

### **Composante 4: Renforcement des capacités institutionnelles de développement de l'horticulture**

37. Cette composante financera les activités de renforcement des capacités mises en place pour les équipes des unités d'exécution et pour d'autres parties prenantes clés à l'exécution du projet. En outre, elle prendra en charge l'ensemble des dépenses de fonctionnement et des coûts de gestion nécessaires au projet.
38. Cette composante financera les formations à la gestion de projet et à des domaines techniques (par exemple la protection des végétaux, l'horticulture moderne) organisées à l'intention des équipes de l'unité centrale de gestion du projet, au niveau national, et des unités d'exécution infranationales, notamment le personnel des services de vulgarisation et les facilitateurs sur le terrain. La recherche adaptative en faveur de l'adaptation aux changements climatiques sera transversalisée dans les formations techniques et les démonstrations destinées aux petits exploitants agricoles. La composante prévoira également des activités de renforcement des capacités à l'intention des organisations paysannes.

## **C. Théorie du changement**

39. En Indonésie, les exploitants des zones arides sont désavantagés économiquement en raison de leur éloignement géographique. Dans ces zones, les conditions agroécologiques offrent un potentiel de croissance, mais les produits locaux que les

<sup>4</sup> Inclut les équipements de transformation, de logistique et de manutention.

exploitants offrent en réponse à la demande croissante sont insuffisants. Ces exploitants n'ont pas accès à l'irrigation et sont freinés par la déséconomie de la production à petite échelle, les faibles capacités institutionnelles locales et l'absence d'accès aux intrants, à la technologie et au financement. De plus, les petits exploitants et d'autres acteurs de la filière se heurtent à des contraintes structurelles liées aux cultures en zones arides, à la commercialisation, au transport, à la manutention et à la transformation. Les faibles liens entachés de méfiance qui existent entre les acteurs du marché accentuent ces contraintes.

40. Le projet répondra donc aux problématiques fondamentales que sont les faibles productivité et rentabilité de l'agriculture en zone aride en investissant dans des intrants agricoles, des processus de production et de transformation après récolte au moyen d'infrastructures et d'une aide au renforcement des capacités et de la filière horticole. De plus, il encouragera les partenariats directs avec le secteur privé et améliorera l'accès aux services financiers.

#### **D. Alignement, appropriation et partenariats**

41. Le projet est pleinement conforme à l'objectif de développement durable n° 1 (Pas de pauvreté), et partiellement conforme aux objectifs 2 (Faim zéro), 9 (Industrie, innovation et infrastructure) et 12 (Consommation et production responsables).
42. Concrètement, il est conforme au Plan national de développement à moyen terme 2020-2024 et au Plan stratégique national 2020-2024 du Ministère de l'agriculture, qui ambitionne d'améliorer le bien-être des exploitants agricoles. En outre, le projet permettra d'appuyer les villages horticoles que le Ministère de l'agriculture promeut afin d'améliorer la nutrition, d'accroître la compétitivité des filières horticoles, de réduire les importations et de promouvoir les exportations.
43. Le projet est conforme aux trois objectifs stratégiques du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025. De plus, il concourt aux quatre priorités stratégiques énoncées dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable dans le pays.

#### **E. Coût, avantages et financement**

44. L'ensemble des composantes du projet relèvent partiellement de l'action climatique. Le montant total alloué au projet au titre du financement de l'action climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, est estimé à 39,60 millions d'EUR, dont 12,67 millions d'EUR (32%) seront financés *pari passu* par le FIDA.

##### **Coût du projet**

45. Le coût global du projet est estimé à 129,04 millions d'EUR, y compris les commissions et les intérêts à régler par le Gouvernement indonésien. Les dépenses d'investissement et les provisions pour imprévus s'élèvent à 115,42 millions d'EUR sur une période de cinq ans.
46. La BASD, le FIDA et l'organisme d'exécution ont conjointement préparé l'estimation des coûts sur la base des prix pratiqués en 2022. Elle sera revue à mi-parcours.
47. L'estimation des coûts et le plan de financement se fondent sur les principales hypothèses suivantes: i) 15 000 Rp = 1,00 USD (août 2022); ii) provisions pour hausse des prix basées sur une inflation extérieure moyenne attendue de 1,8% et sur une inflation nationale moyenne de 3,1%.

Tableau 1  
**Coût du projet par composante et par source de financement**  
(en millions d'EUR)

Composante	Prêt de la BAsD		Prêt du FIDA		Gouvernement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>A. Coûts de base<sup>a, b</sup></b>								
1. Amélioration des infrastructures et des services relatifs aux intrants, à la terre, à l'eau et à la connectivité	21,41	68,0	10,08	32,0	-	0,0	34,36	48,4
2. Extension des pratiques agricoles adaptables en fonction du climat	23,37	68,0	11,00	32,0	-	0,0	34,36	48,4
3. Renforcement des systèmes de la filière dans les villages horticoles	10,39	68,0	4,89	32,0	-	0,0	15,28	21,5
4. Renforcement des capacités institutionnelles de développement de l'horticulture	15,52	68,0	33,41	32,0	-	0,0	23,27	32,8
<b>Sous-total (A)</b>	<b>70,99</b>	<b>68,0</b>	<b>10,08</b>	<b>32,0</b>	<b>-</b>	<b>0,0</b>	<b>104,40</b>	<b>147,1</b>
<b>B. Provisions<sup>c</sup></b>								
Imprévus matériels	0,70	68,0	0,33	32,0	-	0,0	1,03	1,5
Hausse des prix	6,79	68,0	3,20	32,0	-	0,0	9,99	14,0
<b>Sous-total (B)</b>	<b>7,50</b>	<b>68,0</b>	<b>3,53</b>	<b>32,0</b>	<b>-</b>	<b>0,0</b>	<b>11,02</b>	<b>15,5</b>
<b>C. Charges financières pendant l'exécution<sup>d</sup></b>								
Intérêts pendant l'exécution	-	0,0	-	0,0	13,20	100,0	13,20	96,9
Commissions d'engagement	-	0,0	-	0,0	0,42	100,0	0,42	3,1
<b>Sous-total (C)</b>	<b>-</b>	<b>0,0</b>	<b>-</b>	<b>0,0</b>	<b>13,62</b>	<b>100,0</b>	<b>13,62</b>	<b>100,0</b>
<b>Total (A+B+C)</b>	<b>78,49</b>	<b>60,8</b>	<b>36,93</b>	<b>28,6</b>	<b>13,62</b>	<b>10,6</b>	<b>129,04</b>	<b>100,0</b>

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

<sup>a</sup> Ne comprend pas les taxes et droits d'un montant de 11,48 millions d'EUR qui seront financés par le Gouvernement indonésien au moyen d'exonérations fiscales.

<sup>b</sup> Coûts de base aux prix au quatrième trimestre 2022.

<sup>c</sup> Provisions pour imprévus matériels calculées à 3% pour les travaux de génie civil et à 2% pour les machines et équipements.

<sup>d</sup> Intérêts pendant la construction calculés à 0,038 par an; commissions d'engagement calculées à 0,0015 par an.

Source: estimations de la BAsD.

Tableau 2

**Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement**  
 (en millions d'EUR)

Catégorie de dépenses	Prêt de la BAsD		Prêt du FIDA		Gouvernement, abstraction faite des taxes et droits		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	Taxes et droits
<b>A. Dépenses d'investissement<sup>a,b</sup></b>								
Travaux de génie civil	19,06	68,0	8,97	32,0	-	0,0	28,03	3,34
Services de consultants	12,17	68,0	5,73	32,0	-	0,0	17,89	2,13
Biens, machines et équipements	6,94	68,0	3,26	32,0	-	0,0	10,20	1,22
Coûts de gestion du projet	4,48	68,0	2,11	32,0	-	0,0	6,58	0,78
Étude, enquête, mise à l'essai	2,51	68,0	1,18	32,0	-	0,0	3,69	0,44
Formations, séminaires et ateliers	6,69	68,0	3,15	32,0	-	0,0	9,84	1,17
Fonds de don de contrepartie	19,16	68,0	9,01	32,0	-	0,0	28,17	3,36
<b>Sous-total (A)</b>	<b>70,99</b>	<b>68,0</b>	<b>33,41</b>	<b>32,0</b>	<b>-</b>	<b>0,0</b>	<b>104,40</b>	<b>12,44</b>
<b>B. Provisions<sup>c</sup></b>								
Imprévus matériels	0,70	68,0	0,33	32,0	-	0,0	1,03	
Hausse des prix	6,79	68,0	3,20	32,0	-	0,0	9,99	
<b>Sous-total (B)</b>	<b>7,50</b>	<b>68,0</b>	<b>3,53</b>	<b>32,0</b>	<b>-</b>	<b>0,0</b>	<b>11,02</b>	
<b>Coût total du projet (A+B)</b>	<b>78,49</b>	<b>68,0</b>	<b>36,93</b>	<b>32,0</b>	<b>-</b>	<b>0,0</b>	<b>115,42</b>	<b>12,44</b>
<b>C. Charges financières pendant l'exécution<sup>d</sup></b>								
Intérêts pendant la construction	-	0,0	-	0,0	13,20	100,0	13,20	
Commissions d'engagement	-	0,0	-	0,0	0,42	100,0	0,42	
<b>Sous-total (C)</b>	<b>-</b>	<b>0,0</b>	<b>-</b>	<b>0,0</b>	<b>13,62</b>	<b>100,0</b>	<b>13,62</b>	
<b>Coût total du projet (A+B+C)</b>	<b>78,49</b>	<b>60,8</b>	<b>36,93</b>	<b>28,6</b>	<b>13,62</b>	<b>10,6</b>	<b>129,40</b>	<b>12,44</b>

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

<sup>a</sup> Ne comprend pas les taxes et droits d'un montant de 11,48 millions d'EUR qui seront financés par le Gouvernement indonésien au moyen d'exonérations fiscales.

<sup>b</sup> Coûts de base aux prix au quatrième trimestre 2022.

<sup>c</sup> Provisions pour imprévus matériels calculées à 3% pour les travaux de génie civil et à 2% pour les machines et équipements.

<sup>d</sup> Intérêts pendant la construction calculés à 0,038 par an; commissions d'engagement calculées à 0,0015 par an.

Source: estimations de la BAsD.

Tableau 3  
**Coût du projet par composante et par année du projet**  
(en millions d'EUR)

Composante	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total
<b>A. Coûts de base<sup>a, b</sup></b>								
1. Amélioration des infrastructures et des services relatifs aux intrants, à la terre, à l'eau et à la connectivité	-	0,88	10,28	14,87	5,30	0,35	0,01	31,49
2. Extension des pratiques agricoles adaptables en fonction du climat	-	0,29	3,43	10,07	16,18	3,88	0,49	34,36
3. Renforcement des systèmes de la filière dans les villages horticoles	-	0,13	2,50	6,00	5,18	1,28	0,18	15,28
4. Renforcement des capacités institutionnelles de développement de l'horticulture	-	1,99	4,73	4,63	4,66	4,57	2,69	23,27
<b>Sous-total (A)</b>	-	<b>3,29</b>	<b>20,74</b>	<b>35,58</b>	<b>31,33</b>	<b>10,08</b>	<b>3,38</b>	<b>104,40</b>
<b>B. Provisions<sup>c</sup></b>								
Imprévus matériels	-	0,02	0,24	0,51	0,25	0,02	-	1,03
Hausse des prix	-	0,12	1,44	3,08	3,44	1,37	0,53	9,99
<b>Sous-total (B)</b>	-	<b>0,14</b>	<b>1,68</b>	<b>3,59</b>	<b>3,70</b>	<b>1,39</b>	<b>0,53</b>	<b>11,02</b>
<b>Total (A+B)</b>	-	<b>3,43</b>	<b>22,42</b>	<b>39,16</b>	<b>35,03</b>	<b>11,47</b>	<b>3,92</b>	<b>115,42</b>
<b>C. Charges financières pendant l'exécution<sup>d</sup></b>								
Intérêts pendant la construction	-	0,06	0,53	1,65	3,00	3,84	4,12	13,20
Commissions d'engagement	-	0,13	0,11	0,08	0,05	0,03	0,02	0,42
<b>Sous-total (C)</b>	-	<b>0,19</b>	<b>0,65</b>	<b>1,73</b>	<b>3,05</b>	<b>3,87</b>	<b>4,14</b>	<b>13,62</b>
<b>Total (A+B+C)</b>	-	<b>3,62</b>	<b>23,06</b>	<b>40,90</b>	<b>38,07</b>	<b>15,34</b>	<b>8,06</b>	<b>129,04</b>

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

<sup>a</sup> Ne comprend pas les taxes et droits d'un montant de 11,48 millions d'EUR qui seront financés par le Gouvernement indonésien au moyen d'exonérations fiscales.

<sup>b</sup> Coûts de base aux prix au quatrième trimestre 2022.

<sup>c</sup> Provisions pour imprévus matériels calculées à 3% pour les travaux de génie civil et à 2% pour les machines et équipements.

<sup>d</sup> Intérêts pendant la construction calculés à 0,038 par an; commissions d'engagement calculées à 0,0015 par an.

Source: estimations de la BAsD.

### Stratégie et plan de financement et de cofinancement

48. Le Gouvernement indonésien demande l'octroi d'un prêt de 78,49 millions d'EUR à la BAsD et un prêt de 36,93 millions d'EUR au FIDA. Le prêt du FIDA est accordé à des conditions ordinaires au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées. Les accords de cofinancement suivront le principe *pari passu* (la contribution de la BAsD financera 68% de l'ensemble des coûts et celle du FIDA 32%). De plus, la contribution du Gouvernement indonésien, fournie sous forme de charges financières, sera de 13,62 millions d'EUR.

### Décaissement

49. Deux comptes d'avance seront ouverts à la Bank Indonesia (la Banque centrale): le premier pour le prêt de la BAsD et le second pour celui du FIDA; le Ministère des finances les administrera. La BAsD examinera les demandes de retrait et s'acquittera de sa part du financement. En ce qui concerne le financement du FIDA, l'équipe de l'unité centrale de gestion du projet présentera un exemplaire original de demande de retrait et des copies des pièces justificatives à la BAsD et au FIDA, qui examineront chaque demande et conseilleront le FIDA sur les paiements à effectuer. Le FIDA informera au plus tôt la BAsD une fois les paiements effectués. Si le FIDA venait à refuser une demande de retrait, il devra informer rapidement la BAsD et l'emprunteur par écrit de sa décision et des motivations de cette dernière.

### Résumé des avantages et analyse économique

50. D'après l'analyse économique, les sous-projets horticoles sont viables et présentent un taux de rentabilité économique interne de 12,8%. L'analyse de sensibilité a tenu compte des impacts d'une augmentation des dépenses d'investissement et de fonctionnement ainsi que d'une baisse des prix des produits, des rendements des cultures et des surfaces cultivées. Selon ses conclusions, les sous-projets sont solides face aux risques de pertes. L'analyse financière confirme la viabilité financière des cultures horticoles proposées.

### Stratégie de retrait et durabilité

51. La durabilité des interventions du projet réside dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'activités rentables pour les microentreprises et petites et moyennes entreprises, et dans la création de marchés viables pour les exploitants agricoles. Le renforcement des organisations paysannes garantira aussi la pérennisation des services fournis aux exploitants. Enfin, les administrations locales devraient poursuivre l'allocation d'un budget, pour assurer le bon fonctionnement et l'entretien des installations de production et de protection des semences, des laboratoires et des pôles d'entreprises agricoles.

## III. Gestion des risques

### A. Risques et mesures d'atténuation

52. La matrice intégrée des risques du projet recense les risques à prendre en compte. L'équipe de la BASD a évalué les risques pendant la phase de conception et le FIDA juge son évaluation acceptable. Les principaux risques sont les suivants:
- ii) **Accapement par les élites.** Le risque que seuls les exploitants agricoles et les ménages les mieux lotis bénéficient des activités du projet est concret. Il sera atténué en appliquant des critères d'admissibilité et des quotas stricts auprès des jeunes, des femmes et des ménages vulnérables.
  - iii) **Accès au financement limité ou restreint.** Dans les sites du projet, de nombreux horticulteurs ne disposent pas d'un compte en banque et utilisent très peu le système bancaire. Cette situation limite fortement leur capacité d'accès au crédit formel et aux produits financiers. Le projet atténuera ce risque en dynamisant les organisations paysannes, en améliorant l'éducation financière des exploitants et en collaborant avec les institutions financières partenaires, afin de faciliter l'octroi de crédits et de services financiers aux exploitants.

Tableau 4  
Synthèse des risques

Aspect du risque	Niveau de risque inhérent	Évaluation du risque résiduel
Contexte national	Modéré	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Élevé	Substantiel
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Substantiel
Portée du projet	Substantiel	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Substantiel	Modéré
Gestion financière	Substantiel	Modéré
Passation des marchés	Substantiel	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Modéré
Parties prenantes	Modéré	Faible
<b>Risque global</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Modéré</b>

### B. Catégorie environnementale et sociale

53. **Environnement (catégorie B).** Les impacts environnementaux ont été jugés modérés pour les sous-projets de base, qui représentent les principaux types d'activités du projet produisant un impact. Des plans de gestion environnementale

ont été préparés en vue d'y faire face. Un cadre d'évaluation et d'examen environnemental a été élaboré dans le but d'orienter l'examen critique, l'évaluation et la gestion des sous-projets qui seront identifiés dans le cadre du projet.

54. **Réinstallation involontaire (catégorie C).** Le projet ne devrait pas avoir d'impact sur la réinstallation involontaire. L'acquisition involontaire de terres sera évitée en appliquant des critères d'admissibilité lors de la sélection des groupes d'exploitants dans le cadre du projet. Celui-ci financera et recrutera des organismes externes chargés de superviser l'exécution du cadre de développement communautaire.
55. **Peuples autochtones (catégorie B).** Le projet bénéficiera aux groupes de peuples autochtones (*Masyarakat Hukum Adat*) qui vivent dans plusieurs sites du projet. Le cadre de planification pour les peuples autochtones orientera la préparation et l'exécution des plans de développement des *Masyarakat Hukum Adat*.

### C. Classement au regard des risques climatiques

56. **Le risque climatique du projet est jugé élevé.** Une évaluation détaillée des risques climatiques et de l'adaptation aux changements climatiques a été préparée. Elle comprend une liste d'investissements en faveur de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, qui seront mis en œuvre dans le cadre du projet. L'analyse de chaque sous-projet et des risques climatiques les plus pertinents au regard des conditions locales déterminera le choix des mesures d'adaptation à appliquer.

### D. Soutenabilité de la dette

57. Selon l'analyse de viabilité de la dette réalisée conjointement par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international datant de mai 2022, le risque externe et le risque global de surendettement de l'Indonésie restent faibles. Une croissance du PIB est attendue du fait de prix mondiaux des produits de base favorables, de l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie et d'une mobilité accrue au fur et à mesure d'une plus grande disponibilité des programmes de vaccination dans des régions plus reculées. L'inflation reste plus faible que dans d'autres économies émergentes et avancées, ce qui permet à la Bank Indonesia de soutenir la reprise au moyen de politiques conciliantes.

## IV. Exécution

### A. Cadre organisationnel

#### Gestion et coordination du projet

58. La Direction générale de l'horticulture du Ministère de l'agriculture sera l'organisme d'exécution. Elle mettra en place une unité de gestion du projet qui centralisera la supervision quotidienne de l'exécution du projet. Des unités d'exécution provinciales et de district, accueillies respectivement dans les locaux des organismes agricoles provinciaux et de district, seront responsables des activités d'exécution sur le terrain. En coordination avec celles-ci, l'unité centrale de gestion du projet assurera la cohérence de l'exécution. Des équipes de consultants aideront celles des unités d'exécution, de sorte à garantir la présence de l'expertise technique requise.

#### Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

59. Les modalités de gestion financière du projet seront fondées sur les systèmes, les politiques et les procédures de gestion financière du pays. Des modalités de gestion financière supplémentaires ont été intégrées au manuel d'administration du projet dans le but i) de favoriser l'efficacité des flux des fonds issus des prêts de la BASD et du FIDA; ii) de veiller à ce que le projet respecte les exigences de la BASD en matière d'information financière et d'audit, de même que ses procédures de

décaissement; iii) d'assurer que les comptes de prêt de la BAsD et du FIDA sont clôturés en temps opportun.

60. La passation des marchés est assujettie à la politique de la BAsD en la matière et aux règlements relatifs à la passation des marchés pour les emprunteurs auprès de la BAsD. Cibler les fournisseurs locaux et regrouper des lots par emplacement géographique, dans le but de favoriser la mise en concurrence et la réactivité des marchés, assurera l'optimisation des ressources.
61. Les états financiers consolidés audités, accompagnés de l'opinion et de la lettre de recommandations du commissaire aux comptes, seront présentés en anglais à la BAsD et au FIDA dans les six mois suivant la fin de l'année fiscale (30 juin).

#### **Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances**

62. En cours d'exécution du projet, l'unité centrale de gestion du projet élaborera un mécanisme de réponse aux doléances afin de traiter les éventuelles doléances des bénéficiaires et des parties prenantes. Ce mécanisme servira à enregistrer les préoccupations, plaintes et doléances relatives aux garanties environnementales et sociales du projet, et à augmenter les chances de les résoudre. Il comptera sur des coordonnateurs, des villages au niveau national. Un comité chargé de répondre aux doléances traitera celles-ci après leur réception.

### **B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication**

63. Le suivi-évaluation du projet assurera une fonction de gestion et de reddition de comptes. Dans le cadre du projet, trois types de suivi-évaluation se dérouleront: i) suivi de l'exécution et des évolutions du financement; ii) suivi des garanties environnementales et sociales; iii) évaluation des effets directs et de l'impact.
64. Les directives sur le suivi-évaluation décrivent les mécanismes de mise en œuvre des différentes activités de suivi-évaluation; le cadre de gestion des résultats et le cadre logique comprennent quant à eux une liste exhaustive d'indicateurs, sélectionnés dans le Plan national de développement à moyen terme 2020-2024 ainsi que des indicateurs obligatoires issus du FIDA et de la BAsD.

#### **Innovations et reproduction à plus grande échelle**

65. Le projet instaurera d'innovantes technologies d'agriculture de précision, et mettra à l'essai de nouvelles pratiques agricoles localisées et climato-compatibles. Par ailleurs, l'approche de partenariats avec le secteur privé est inédite en Indonésie.

### **C. Plans d'exécution**

#### **Plans de préparation à l'exécution et de démarrage**

66. Afin d'accélérer le démarrage des activités après le lancement du projet, des plans de préparation à l'exécution ont été élaborés. Des plans détaillés de passation de marchés sont intégrés au manuel d'exécution du projet, qui contient également des conditions détaillées applicables à tous les futurs prestataires de services, ainsi qu'un calendrier et un processus de programmation clairs par étapes.

#### **Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement**

67. Le FIDA, la BAsD et le Gouvernement indonésien superviseront conjointement le projet. S'agissant des missions de supervision, le FIDA apportera son savoir-faire dans les domaines de l'agriculture, du ciblage, des organisations paysannes, de l'inclusion financière et du suivi-évaluation. Chaque année, au moins une supervision sera organisée sur le terrain; un examen à mi-parcours aura lieu au cours de la troisième année.



68. Des réunions trimestrielles ordinaires seront organisées entre experts en gestion financière de la BASD et du FIDA, afin d'assurer une bonne coordination et le partage d'informations. La BASD communiquera au plus tôt au FIDA des copies des rapports trimestriels de situation et financiers que les équipes du projet auront préparés. Enfin, le FIDA veillera à ce qu'un de ses experts en gestion financière participe aux missions de supervision annuelles.

## **V. Instruments et pouvoirs juridiques**

69. L'octroi à l'emprunteur du financement proposé est régi par un accord de financement entre la République d'Indonésie et le FIDA. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
70. La République d'Indonésie est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
71. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## **VI. Recommandation**

72. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République d'Indonésie un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de trente-six millions neuf cent trente-quatre mille quatre cent quarante euros (36 934 440 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président,  
Alvaro Lario

## **Negotiated financing agreement**

### **Horticulture Development in Dryland Areas Sector Project**

(Negotiations concluded on 26 June 2023)

Loan No:

Project name: Horticulture Development in Dryland Areas Sector Project ("HDDAP"/"the Project")

The Republic of Indonesia (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

**WHEREAS**, the Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

**WHEREAS**, the Project shall be co-financed by the Asian Development Bank (ADB) through a loan amounting to Seventy-Eight Million Four Hundred and Eighty-Six Thousand Euros (EUR 78 486 000) ("ADB Loan");

**NOW THEREFORE**, the Parties hereby agree as follows:

#### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2022, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, with the exception of certain identified provisions amended under Section E paragraph 4 below, solely for the purposes of this Project. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.
3. The Fund shall provide a Loan (the "Financing") to the Borrower, which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

#### **Section B**

1. The amount of the loan is Thirty-Six Million Nine Hundred and Thirty-Four Thousand and Four Hundred and Forty Euros (EUR 36 934 440).

2. The Loan is granted on ordinary terms and shall be subject to interest on the principal amount outstanding of the Loan at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate including a variable spread, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and have a maturity period of twelve point five (12.5) years, including a grace period of seven (7) years, starting from the date as of which the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled.
3. The Loan Service Payment Currency shall be in Euros.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal and interest shall be payable on each 15<sup>th</sup> of January and 15<sup>th</sup> of July.
6. There shall be a Designated Account in EUR opened with the Bank Indonesia (BI) for the exclusive use of the IFAD Loan dedicated to the Project. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account.
7. The Borrower shall provide counterpart financing to the Project in the form of taxes and duties in the estimated amount of Three Million Seven Hundred and Nine Thousand Euros (EUR 3 709 000).

### **Section C**

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture ("MoA") through the Directorate General of Horticulture ("DGH").
2. The entities described in Part II of Schedule 1 to this Agreement shall be designated as additional Project Parties.
3. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
4. The Project Completion Date shall be the sixth (6<sup>th</sup>) anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower.

### **Section D**

1. The Financing shall be administered by ADB as Cooperating Institution and the Project shall be jointly supervised with the Fund.

### **Section E**

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
  - (a) the Project Administration Manual ("PAM") and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

- (b) the right of the Borrower to withdraw the proceeds of the ADB Loan has been suspended, cancelled or terminated, in whole or in part, or the ADB Loan has become due and payable prior to the agreed maturity thereof; or any event has occurred which, with notice or the passage of time, could result in any of the foregoing.
2. The following is designated as an additional ground for cancellation of this Agreement:
- (a) the financing agreement between ADB and the Borrower has failed to enter into full force and effect within one hundred and eighty (180) days of the date of this Agreement and substitute funds are not available to the Borrower on terms and conditions acceptable to the Fund.
3. The following are designated as additional (general/specific) conditions precedent to withdrawal:
- a) IFAD no objection to the PAM shall have been obtained;
- b) the Project Management Unit has been established and Key Project staff have been appointed as per Section II paragraph 8 of Schedule 1 of this Agreement;
- c) the authorized signatories shall have been submitted to IFAD;
- d) the first AWPB shall have been submitted and received no-objection from IFAD; and
- e) the Designated Account shall have been duly opened and communicated to IFAD.
4. The following provisions of the General Conditions shall be amended to read as follows:
- Section 7.05 (Procurement)
- (a) The procurement of goods, works and services to be financed out of the proceeds of the financing shall be subject to and governed by: (i) ADB's *Procurement Regulations for ADB borrowers – Goods, Works, Nonconsulting and Consulting Services* (2017, as amended from time to time); (ii) ADB's *Procurement Policy – Goods, Works, Nonconsulting and Consulting Services* (2017, as amended from time to time).
- Section 9.03 (Audit of Accounts)
- (b) Section 9.03 (Audit of Accounts); Project Accounts, financial statements and statements of expenditure shall be audited by independent auditors acceptable to the Fund and the ADB, in accordance with auditing standards acceptable to the ADB.
5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Attn: Directorate General of Budget Financing and Risk Management

Ministry of Finance,

Frans Seda Building  
JI. DR. Wahidin Raya No. 1  
Jakarta 10710, Indonesia

For Correspondence:

Attn: Directorate of Loans and Grants

Facsimile Number: +62-21 381-2859  
Email Address: [direktoratPH@kemenkeu.go.id](mailto:direktoratPH@kemenkeu.go.id)

For Disbursements and Payments:

Attn: Directorate of Evaluation, Accounting and Settlement

Facsimile Number: +62 21 384-3712  
Email Address: [deas@kemenkeu.go.id](mailto:deas@kemenkeu.go.id)

For the Fund:

The President  
  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

Copy to:

This Agreement, [dated \_\_\_\_\_], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

REPUBLIC OF INDONESIA

\_\_\_\_\_  
"[Authorised Representative Name]"  
"[Authorised Representative title]"

Date: \_\_\_\_\_

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Alvaro Lario  
President

Date: \_\_\_\_\_

## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### **I. Project Description**

1. *Target Population.* The Project shall benefit smallholder farmers in dryland areas, farmer groups including men and women, microenterprises, and agriculture cooperatives.
2. *Project area.* The Project will operate within 7 provinces; namely North Sumatra, West Java, Central Java, East Java, Bali, East Nusa Tenggara, South Sulawesi (*the "Project Area"*).
3. *Objectives.* The objective of the Project is to increase the climate change resilience and profitability of dryland farming.
4. *Components.* The Project shall consist of the following four components:

#### **Component 1: Farm inputs, land, water, and connectivity infrastructure and services improved.**

- (i) Upgrade equipment and capacity building of MoA's seed quality assurance and production facilities and horticulture protection and pest management facilities;
- (ii) Provide farmers with access to high quality and certified planting material for horticulture crops, which are suited for agroclimatic conditions of target locations;
- (iii) Introduce digital technology for MOA to register and trace seed production; and
- (iv) At the village level, strengthen capacity of male and female farmers and help them establishing their seed production facilities, organic fertilizer and compost production facilities, and in developing climate-resilient irrigation headwork infrastructure, introducing land conservation measures, and investing in the last kilometer of farm roads.

#### **Component 2: Climate adaptive on-farm practices introduced.**

- (i) Assist farmers to HVDPs;
- (ii) Provide grants to farmers to purchase inputs and farm equipment based on the HVDPs; and
- (iii) Build capacity building of farmers, including youth and women, in adopting environmentally sustainable and climate adaptive farming practices.

#### **Component 3: Value chain systems in horticulture villages strengthened.**

- (i) Establish and strengthen micro small medium enterprises (MSME), including women-owned MSMEs and farmer organizations, through financial literacy education and business management training, among others;
- (ii) Promote partnerships with the private sector through the HVDPs and collaboration agreements with the private sector, including e-commerce and fintech companies;
- (iii) Invest in post-harvest facilities at the village level;

- (iv) Provide capacity building to farmers in food safety, waste management, marketing, and certification for good agriculture practices;
- (v) Support registration of horticulture villages, traceability, certification, and marketing of horticulture products through digital platforms;
- (vi) Assist MoA in developing regulations for digital agriculture; and
- (vii) Upgrade selected district government distribution and logistics centers into integrated agriculture hubs including provision of equipment.

**Component 4: Institutional capacity for horticulture development increased.**

- (i) Strengthen the capacity of the executing and implementing agencies, including extension services personnel and field facilitators; and
- (ii) Conduct gender-responsive monitoring and evaluation, and provide regular monitoring.

## **II. Implementation Arrangements**

5. *Lead Project Agency.* The MoA through the Directorate General of Horticulture (DGH) will be the Project's Executing Agency (EA). DGH will establish the National Project Management Unit (NPMU) to oversee the daily implementation of the Project at the central level.

6. *Project Oversight Committee.* A National Steering Committee will be formed and chaired by BAPPENAS with MOA, MOF, MOT, MCSME, and MOV as members.

7. *National Project Management Unit.* The National Project Management Unit (NPMU) will be based at national level and will be formed by members of the Directorate General of Horticulture. The NPMU will have essential staff who will carry out the compulsory task.

8. *Implementing partners.* Provincial and District Agricultural Agencies will be responsible for implementing activities at local level. The NPMU will coordinate with them to ensure consistency in implementation. The implementing units will be supported by teams of consultants to ensure the required technical expertise is available.

9. *Monitoring and Evaluation.* The monitoring and evaluation (M&E) for HDDAP will have a management and an accountability function. Three different types of M&E will be carried out under the project: (i) monitoring of implementation and financial progress; (ii) social and environment safeguard monitoring; and (iii) evaluation of outcome and impact. M&E guidelines describe the mechanisms for implementation of the different M&E activities.

## Schedule 2

### *Allocation Table*

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

<b>Category</b>	<b>Loan Amount Allocated (expressed in EUR)</b>	<b>Percentage<sup>5</sup> (net of Government and other contributions)</b>
Civil Works, Goods, Mechanical and Equipment, Matching Grant Fund	23,594,000	32% of total expenditure claimed
Consulting Services, Project Management Cost, Study, Survey, Piloting	13,340,440	32% of total expenditure claimed
Trainings, Seminars and Workshops		
<b>Total</b>	<b>36,934,440</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) The IFAD Loan will be provided in *pari passu* conditions and every expenditure incurred by the Project will include 68% of ADB's and 32% of IFAD's Loan. Hence, the category wise for this loan is proportioned accordingly.

2. Disbursement arrangements

- (a) Except as IFAD may otherwise agree, the Loan proceeds shall be disbursed in accordance with ADB's Loan Disbursement Handbook.
- (b) The audit arrangements for this Project will be in accordance with ADB requirements.

<sup>5</sup> Excludes taxes and duties imposed in the territory of the Borrower



### Schedule 3

#### *Special Covenants*

#### **I. General Provisions**

In accordance with Section 12.01(a) (xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Within 6 months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will procure and install a customized accounting software as and if it is required by ADB, to satisfy International Accounting Standards, ADB's and IFAD's requirements.
2. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will enter into Memorandum of Understandings (MoU) with implementing partners that will structure the collaboration, define roles, responsibilities and duties with regards to implementation, financial management, accounting and reporting.
3. *Planning, Monitoring and Evaluation.* All Planning, Monitoring and Evaluation of Project activities will be administered through ADB, with the Fund being kept informed throughout.
4. *Gender.* The Borrower shall ensure that the Gender Equality and Social Inclusion Action Plan is implemented and regularly monitored by specialized consultants.
5. *Land tenure security.* The Borrower shall ensure that the land acquisition process has already been completed and that compensation processes were consistent with international best practice and free prior and informed consent principles.
6. *Anticorruption Measures.* The Borrower shall comply with IFAD and ADB's Policies on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.
7. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.
8. **Use of Project Vehicles and Other Equipment.** The Borrower shall ensure that:
  - (a) All vehicles and other equipment procured under the Project are allocated to the NPMU, district governments for Project implementation;
  - (b) The types of vehicles and other equipment procured under the Project are appropriate to the needs of the Project; and
  - (c) All vehicles and other equipment transferred to or procured under the Project are dedicated solely to Project use.
9. *Ifad Client Portal (ICP) Contract Monitoring Tool.* The Borrower shall ensure that a request is sent to IFAD to access the project procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP). The Borrower shall ensure that all contracts, memoranda of understanding, purchase orders and related payments are registered in the Project Procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP) in relation to the procurement of goods, works, services, consultancy, non-consulting services, community

contracts, grants and financing contracts. The Borrower shall ensure that the contract data is updated on a quarterly basis during the implementation of the Project.

The Borrower shall also register in ICP financial execution module for submission of financial reports to IFAD.

10. *The Key Project Personnel* are: Project Director/Manager, Financial Specialist, Officer for Monitoring and Evaluation and Knowledge Management, Procurement Officer, Social Inclusion and Gender Specialist, and Environment and Climate Assessment Specialist. In order to assist in the implementation of the Project, the PMU, unless otherwise agreed with ADB and IFAD, shall employ or cause to be employed, as required, key staff whose qualifications, experience and terms of reference are satisfactory to ADB and IFAD. Key Project Personnel shall be seconded to the PMU in the case of government officials or recruited under a consulting contract following the individual consultant selection method in the ADB Procurement guidelines and ADB guidelines on the use of consultants. The recruitment of Key Project Personnel is subject to ADB and IFAD's prior review as is the dismissal of Key Project Personnel. Key Project Personnel are subject to annual evaluation and the continuation of their contract is subject to satisfactory performance. Repeated short-term contracts must be avoided, unless appropriately justified under the Project's circumstances. The DGH will recruit Project Management Consultant, and project technical consultancy firms and external monitoring agencies.

## **II. SECAP Provisions**

1. The Borrower shall carry out the preparation, design, construction, implementation, and operation of the Project in accordance with the ADB's safeguards policy, which was assessed as equivalent to the nine standards and other measures and requirements set forth in the Updated Social, Environmental Climate Assessment Procedures of IFAD ("SECAP 2021 Edition"), as well as with all applicable laws and regulations to the Borrower and/or the sub-national entities relating to social, environmental and climate change issues in a manner and substance satisfactory to IFAD. The Borrower shall not amend, vary or waive any provision of the ADB's safeguards policy, unless agreed in writing by ADB and the Fund in the Financing Agreement and/or in the Management Plans.

2. For projects presenting substantial social, environmental and climate risks, the Borrower shall carry out the implementation of the Project in accordance with the measures and requirements set forth in the Environmental Assessment and Review Framework (EARF), Initial Environmental Examinations (IEE), Environmental Management Plans (EMP), Indigenous Peoples Planning Framework (IPPF), Indigenous Peoples Plans (IPPs), Free, Prior and Informed Consent (FPIC), Plans and Community Development Framework (CDF) (the "Management Plans"), as applicable taken in accordance with the standard requirements and updated from time to time by ADB and the Fund.

The Borrower shall not amend, vary or waive any provision of the Management Plans, unless agreed in writing by ADB and the Fund and if the Borrower has complied with the same requirements as applicable to the original adoption of the Management Plans.

3. The Borrower shall not, and shall cause the Executing Agency, all its contractors, its sub-contractors and suppliers not to commence implementation of any works, unless all Project affected persons have been compensated and/or resettled in accordance with the specific FPIC and/ or the agreed works and compensation schedule.

4. The Borrower shall cause the Lead Project Agency to comply at all times while carrying out the Project with the standards, measures and requirements set forth in the Management Plans.

5. The Borrower shall disclose the draft and final ESIA reports and all other relevant Management Plans with Project stakeholders and interested parties in an accessible place in the Project-affected area, in a form and language understandable to Project -affected persons and other stakeholders. The disclosure will take into account any specific information needs of the community (e.g. culture, disability, literacy, mobility or gender).

6. The Borrower shall ensure or cause the Executing Agency and Implementing Agency to ensure that all bidding documents and contracts for goods, works and services contain provisions that require contractors, sub-contractors and suppliers to comply at all times in carrying out the Project with the standards, measures and requirements set forth in the Management Plans.

7. The Borrower will ensure that a Project -level grievance mechanism is established that is easily accessible, culturally appropriate, available in local languages, and scaled to the nature of the Project activity and its potential impacts to promptly receive and resolve concerns and complaints (e.g. compensation, relocation or livelihood restoration) related to the environmental and social performance of the Project for people who may be unduly and adversely affected or potentially harmed if the Project fails to meet the environmental and social standards and related policies. The Project -level grievance mechanism needs to take into account indigenous peoples, customary laws and dispute resolution processes. Traditional or informal dispute mechanisms of affected indigenous peoples should be used to the greatest extent possible.

8. This section applies to any event which occurs in relation to serious environmental, social, health & safety (ESHS) incidents (as this term is defined below); labor issues or to adjacent populations during Project implementation that, with respect to the relevant IFAD Project:

- (i) has direct or potential material adverse effect;
- (ii) has substantially attracted material adverse attention of outside parties or create material adverse national press/media reports; or
- (iii) gives rise to material potential liabilities.

In the occurrence of such event, the Borrower shall:

- Notify IFAD promptly;
- Provide information on such risks, impacts and accidents;
- Consult with Project-affected parties on how to mitigate the risks and impacts;
- Carry out, as appropriate, additional assessments and stakeholders' engagements in accordance with the applicable safeguards requirements; and
- Adjust, as appropriate, the Project -level grievance mechanism according to the applicable requirements; and
- Propose changes, including corrective measures to the Management Plans, in accordance with the findings of such assessment and consultations, for approval by IFAD.

**Serious ESHS incident** means serious incident, accident, complaint with respect to environmental, social (including labor and community), health and safety (ESHS) issues that occur in loan or within the Borrower's activities. Serious ESHS incidents can comprise incidents of (i) environmental; (ii) occupational; or (iii) public health and safety; or (iv) social nature as well as material complaints and grievances addressed to the Borrower (e.g. any explosion, spill or workplace accident which results in death, serious or multiple injuries or material environmental contamination, accidents of members of the public/local communities, resulting in death or serious or multiple injuries, sexual harassment and -violence involving Project workforce or in relation to severe threats to

public health and safety, inadequate resettlement compensation, disturbances of natural ecosystems, discriminatory practices in stakeholder consultation and engagement (including the right of indigenous peoples to free, prior and informed consent), any allegation that require intervention by the police/other law enforcement authorities, such as loss of life, sexual violence or child abuse, which (i) have, or are likely to have a material adverse effect; or (ii) have attracted or are likely to arouse substantial adverse attention of outside parties or (iii) to create substantial adverse media/press reports; or (iv) give, or are likely to give rise to material potential liabilities).

9. The Borrower shall ensure or cause the Executing Agency, Implementing Agency, contractors, sub-contractors and suppliers to ensure that the relevant processes set out in the Management Plans are respected.

10. Without limitation on its other reporting obligations under this Agreement, the Borrower shall provide the Fund with:

- Reports on the status of compliance with the standards, measures and requirements set forth in the management plans on a semi-annual basis - or such other frequency as may be agreed with ADB and the Fund;
- Reports of any social, environmental, health and safety incidents and/accidents occurring during the design stage, the implementation of the Project and propose remedial measures. The Borrower will disclose relevant information from such reports to affected persons promptly upon submission of the said reports; and
- Reports of any breach of compliance with the standards, measures and requirements set forth in the Management Plans promptly after becoming aware of such a breach.

11. The Borrower shall fully cooperate with the Fund concerning supervision missions, midterm reviews, field visits, audits and follow-up visits to be undertaken in accordance with the requirements of the Management Plans as ADB and the Fund considers appropriate depending on the scale, nature and risks of the Project.

12. In the event of a contradiction/conflict between the Management Plans and the Financing Agreement, the Financing Agreement shall prevail.

## Logical framework

Results Hierarchy	Indicators			
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target
<b>Outreach</b> Number of Farmers reached	<b>1 Persons receiving services promoted or supported by the project</b>			
	Males - Males		10,000	20,000
	Females - Females		2,500	5,000
	Young - Young people		2,500	5,000
	Total number of persons receiving services - Number of people		12,500	25,000
	Male - Percentage (%)			80
	Female - Percentage (%)			20
	Young - Percentage (%)			20
	<b>1.b Estimated corresponding total number of households members</b>			
	Household members - Number of people		62,500	125,000
	<b>1.a Corresponding number of households reached</b>			
	Women-headed households - Households			
	Non-women-headed households - Households			
	Households - Households		12,500	25,000
<b>Project Goal</b> Increasing national production of horticulture crops	<b>Contribution of HDDAP to the national increase in production volumes of fruits and vegetables (% from total increase in production) - fruits</b>			
	Percentage from total increase in production - Percentage (%)	0	0.01	0.02
	<b>Contribution of HDDAP to the national increase in production volumes of fruits and vegetables (% from total increase in production) - vegetables</b>			
	Percentage from total increase in production - Percentage (%)	0	0.2	0.5
<b>Development Objective</b> Climate resilience and profitability of dryland farming increased	<b>Average HH yearly income from sale of horticulture crops (Rp)</b>			
	HH income increase from baseline - income - Money (USD' 000)	2.8	3.08	3.36
	<b>Total area of dryland equipped with climate resilient farming systems</b>			
	Hectares of land - Area (ha)		5,000	10,000
<b>Outcome 1</b> Inputs, land, water, and connectivity infrastructure and services improved	<b>Percentage of farmers using certified varieties with increased resilience to drought or pest</b>			
	Percentage of farmers - Percentage (%)		30	50
	<b>Total horticulture area served by pest observers</b>			
	Area served by pest observers - Area (ha)		5,000	10,000
	<b>Hectares of dryland with applied soil fertility and conservation measures</b>			
	Hectares of land - Area (ha)		5,000	10,000
	<b>Number of farmers (20% are women) report having basic competence for climate resilient and sustainable land, soil, and water management and pest and disease management.</b>			
	Males - Number		8,000	20,000

Results Hierarchy	Indicators			
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target
	Females - Number		2,000	5,000
	<b>Number of staffs (20% women) reporting having improved competence to operate laboratories</b>			
	Males - Number		12	12
	Females - Number		3	3
	<b>Percentage of farmers able to address pests and diseases on target horticulture crops</b>			
	Farmers – Percentage (%)		30	60
<b>Output 1</b> Inputs, land, water, and connectivity infrastructure and services improved	<b>Number of New integrated pest management farmer facilities established and climate proofed (vs. extreme events, temperature, precipitation, strong winds)</b>			
	Facilities - Number		30	60
	<b>Number of laboratories And BTPPHs Upgraded with modern equipment</b>			
	Facilities (BTPPH, pesticide laboratories and field laboratories) - Number		22	22
	<b>1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated</b>			
	Hectares - Number		4,000	10,000
	<b>Farmer based seed production climate proofed (vs. extreme events, temperature, precipitation, strong winds) established</b>			
	Seed production facilities - Number		30	60
	<b>Composting facilities (UPPO) established</b>			
	Facilities established - Number		40	116
	<b>2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded</b>			
	Length of roads - Km		40	80
<b>Outcome 2</b> Climate adaptive on-farm production increased	<b>3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices</b>			
	Total number of household members - Number of people		37,500	75,000
	Households - Percentage (%)		30	60
	Households - Households		7,500	15,000
	<b>1.2.4 Households reporting an increase in production</b>			
	Total number of household members - Number of people		37,500	75,000
	Households - Percentage (%)		30	60
	Households - Households		7,500	15,000
	<b>1.2.2 Households reporting adoption of new/improved inputs, technologies or practices</b>			
	Total number of household members - Number of people		20,000	40,000
	Households - Percentage (%)		16 above baseline	32 above baseline
	Households - Households		4,000	8,000
<b>Output 2</b> Climate adaptive on-farm production increased	<b>Number of horticulture village development plans including climate resilience and gender and social inclusion dimensions developed</b>			
	Number of HVDP - Number		400	1,000
	<b>Number of demonstration farms equipped with modern climate smart on farm systems</b>			

Results Hierarchy	Indicators			
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target
	Number of demonstration farms - Number		0	2
<b>Outcome 3</b> Value-chains in horticulture villages strengthened	<b>2.2.1 Persons with new jobs/employment opportunities</b>			
	Males - Males		100	250
	Females - Females		100	250
	Young - Young people		60	150
	Total number of persons with new jobs/employment opportunities - Number of people		200	500
	<b>Percentage of farmers who did record keeping on their horticulture crops in the last 12 months</b>			
	Farmers - Percentage		15%	30%
	<b>2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities</b>			
	Households reporting improved physical access to markets	6,250	12,500	25,000
	<b>2.2.3 Rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities</b>			
	Number of POs - Organizations			
	Percentage of POs - Percentage (%)		25	50
	<b>Percentage of HVs in formal partnership with exporters</b>			
	Horticulture Villages - Percentage		0%	5%
	<b>Number of farmers (20% are women) report having basic competence in good agriculture practices</b>			
	Number of farmers - Number of people		10,000	25,000
	<b>2.2.5 Rural producers' organizations reporting an increase in sales</b>			
	Percentage of rural POs - Percentage (%)		20	50
<b>Output 3</b> Value-chains in horticulture villages strengthened	<b>% women's participation on boards of value-chain linked farmer enterprises</b>			
	Women's participation on boards of value-chain - Percentage		5	10
	<b>Regulations for partnership with e-commerce and fintech platforms developed</b>			
	Regulations for partnership - Number		1	2
	<b>1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies</b>			
	Total number of persons trained by the project - Number of people		12,500	25,000
	Men trained - Males		10,000	20,000
	Women trained - Females		2,500	5,000
	Young people trained - Young people		2,500	5,000
	Total persons trained in crop - Number of people		12,500	15,000
	Total persons trained in forestry - Number of people			
	Males trained at least once by the project - Males			
	Females trained at least once by the project - Females			
	<b>Number of persons trained in business management</b>			
	Number of persons trained - Number of people		300	1,200
	<b>Number of integrated post-harvest, processing, packaging, and logistic facilities established including equipment</b>			

Results Hierarchy	Indicators	Baseline	Mid-Term	End Target
	Name			
	Number of integrated post-harvest, processing, packaging, and logistic facilities - Facilities		25	100
	<b>Number of value-chain linked farmer enterprises established and strengthened (MSMEs legalized)</b>			
	Number of value-chain linked farmer enterprises - Number		15	100
	<b>Number of agriculture hub established and climate proofed including equipment</b>			
	Number of agriculture hub - Number		5	13
	<b>Digital platforms for land and farm registration operationalized including sex-disaggregated information</b>			
	Digital platforms - Number		1	1
	<b>1.1.7 Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services</b>			
	Males - Males		10,000	80,000
	Females - Females		2,500	5,000
	Young - Young people		2,500	5,000
	Indigenous people - Indigenous people			
	Persons in rural areas trained in FL and/or use of FProd and Services (total) - Number of people		12,500	85,000
<b>Outcome 4</b> Institutional capacity for horticulture development increased				
<b>Output 4</b> Institutional capacity for horticulture development increased	<b>2.1.3 Rural producers' organizations supported</b>			
	Rural POs supported - Organizations		80	80
	Males - Males		160	160
	Females - Females		80	80
	Young - Young people		80	80
	<b>Percentage of existing and new Farmer Organizations with 1 youth or more in management committees</b>			
	Percentage of existing and new Farmer Organisations - Percentage (%)		80	80
	<b>Number of Government Extension Workers (Pemandu Lapang) trained in horticulture.</b>			
	Number of Government Extension workers - Number of people		100	200
	<b>Number of staffs (20% are women) reporting having improved competence in climate smart agriculture and horticulture value chain</b>			
	Number of staffs - Number		150	150
	<b>Knowledge products on climate change adaptation for horticulture development produced and disseminated</b>			
	Knowledge products on climate change adaptation - Number		1	2



## Integrated project risk matrix

### I Overall Summary

Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
<b>Country Context</b>	<b>Moderate</b>	<b>Moderate</b>
Political Commitment	Low	Low
Governance	High	Substantial
Macroeconomic	Moderate	Moderate
Fragility and Security		No risk envisaged - not applicable
<b>Sector Strategies and Policies</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
Policy alignment		No risk envisaged - not applicable
Policy Development and Implementation	High	Substantial
<b>Environment and Climate Context</b>	<b>Substantial</b>	<b>Substantial</b>
Project vulnerability to environmental conditions	Substantial	Moderate
Project vulnerability to climate change impacts	Substantial	Substantial
<b>Project Scope</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
Project Relevance	Moderate	Low
Technical Soundness	Substantial	Substantial
<b>Institutional Capacity for Implementation and Sustainability</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
Implementation Arrangements	Substantial	Moderate
Monitoring and Evaluation Arrangements	Moderate	Moderate
<b>Project Financial Management</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
Project Organization and Staffing	Substantial	Moderate
Project Budgeting	Substantial	Moderate
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Substantial	Moderate
Project Internal Controls	Substantial	Moderate
Project Accounting and Financial Reporting	Moderate	Low
Project External Audit	Moderate	Low
<b>Project Procurement</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
Legal and Regulatory Framework	Substantial	Moderate
Accountability and Transparency	Substantial	Moderate
Capability in Public Procurement	Substantial	Moderate
Public Procurement Processes	Substantial	Moderate
<b>Environment, Social and Climate Impact</b>	<b>Moderate</b>	<b>Moderate</b>
Biodiversity Conservation	Moderate	Low
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Substantial	Moderate
Cultural Heritage	Moderate	Low
Indigenous People	Substantial	Moderate
Labour and Working Conditions	Moderate	Moderate
Community Health and Safety	Moderate	Moderate

<b>Risk Category / Subcategory</b>	<b>Inherent risk</b>	<b>Residual risk</b>
Physical and Economic Resettlement	Moderate	Low
Greenhouse Gas Emissions	Moderate	Moderate
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Substantial	Substantial
<b>Stakeholders</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
Stakeholder Engagement/Coordination	Moderate	Low
Stakeholder Grievances	Moderate	Low
<b>Overall</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>